

La Voix de l'Arménie

REVUE BI-MENSUELLE

Paraissant le 1^{er} et le 15 de chaque mois

REDACTION ET ADMINISTRATION

30, Rue Jacob, Paris VI^{me}

... .. Téléphone : Gobelins 40.99

Le Numéro : 0 fr. 50

Abonnements : France, Un an 12 fr. — Etranger, Un an 15 fr.

Comité de Patronage de "LA VOIX DE L'ARMÉNIE"

- M. ALBERT THOMAS, ancien Ministre, Député.
M^{me} C. ANDRÉ.
M. le Général BAILLOUD, Inspecteur général des Troupes Françaises en Égypte et en Palestine.
Mgr BAUDRILLART, Recteur de l'Institut Catholique de Propagande Française à l'Étranger.
MM. Pierre BERNUS, Publiciste, Correspondant du Journal de Genève.
BONET-MAURY, Professeur honoraire de l'Université de Paris.
Pierre de BOUCHAUD, homme de lettres.
Emile BOUTROUX, de l'Académie Française.
Paul BOYER, Directeur de l'École des Langues Orientales vivantes.
Georges CLEMENCEAU, Président du Conseil des Ministres, Sénateur.
DENYS COCHIN, de l'Académie Française, ancien Ministre, Député.
Baron Ludovic de CONTENSON.
Henri COULON, Avocat à la Cour d'Appel.
Charles DIEHL, de l'Institut, Professeur à l'Université de Paris.
Paul DOUMER, ancien Président de la Chambre des Députés, Sénateur.
Emile DOUMERGUE, Doyen de la Faculté libre de Théologie protestante à Montauban.
Eugène d'EICHTHAL, de l'Institut, Directeur de l'École des Sciences Politiques.
Etienne FLANDIN, Sénateur.
Anatole FRANCE, de l'Académie Française.
FRANKLIN-BOUILLON, ancien Ministre, Président de la Commission des Affaires Extérieures.
M^{me} Georges GAULIS, Publiciste.
Dr. H. Adams GIBBONS, Docteur en Philosophie, auteur de « La Fondation de l'Empire Ottoman ».
Mgr GRAFFIN, Directeur de la Société Anti-Esclavagiste.
MM. GUERNIER, Député, ancien Haut Commissaire de la République Française en Grande-Bretagne.
A.-F. HEROLD, Vice-Président de la Ligue des Droits de l'Homme.
Gustave HERVE, Rédacteur en Chef de « La Victoire ».
C. JONNART, ancien Ministre, Sénateur, Président de la Compagnie du Canal de Suez.
Mgr LE ROY, Evêque d'Alinda.
MM. Raphaël-Georges LÉVY, de l'Institut.
Georges LEYGUES, Ministre de la Marine, Député.
F. MACLER, Professeur à l'École Nationale des Langues Orientales vivantes.
A. MEILLET, Professeur au Collège de France.
J. de MORGAN, ancien Délégué Général en Perse du Ministère de l'Instruction Publique.
René PINON, Publiciste, Professeur à l'École des Sciences politiques.
REBELLIAU, de l'Institut, Conservateur de la Bibliothèque de l'Institut.
Salomon REINACH, de l'Institut.
Marc REVILLE, Député.
G. SCHLUMBERGER, de l'Institut.
SENART, de l'Institut.
Mgr TOUCHET, Evêque d'Orléans.
M. Maurice VERNES, Président de la Section Religieuse de l'École des Hautes Études.

SOMMAIRE :

- Télégramme du Général Allenby à Son Ex. Boghos Nubar Pacha, Président de la Délégation Nationale Arménienne.
La Résurrection de l'Asie Occidentale, par M. René PINON.
L'avenir du Proche-Orient, par le Colonel Sir MARK SYKES.
L'amitié de la France et de l'Arménie, par M. A. Ferdinand HEROLD.
MÉMOIRES ET DOCUMENTS. —
Lettres de Lord Bryce et de Lord Robert

Cecil, (publiées dans le *Morning Post* du 4 octobre 1918.

- FAITS ET INFORMATIONS.** —
La débâcle turque en Palestine. — La légion Arménienne en Palestine. — La situation au Caucase, (télégramme communiqué par le Bureau d'Information Arménien de Paris). — *Informations diverses.*

Télégramme du Général Allenby

au Président

de la Délégation Nationale Arménienne

Nous sommes heureux de publier le télégramme suivant que S. E. Boghos Nubar Pacha, Président de la Délégation Nationale Arménienne, a reçu du Général Allenby en réponse aux félicitations qu'il lui avait adressées :

12 octobre 1918

« Mes sincères remerciements à vous et aux Armé-
« niens pour votre agréable télégramme de félicitations.
« Je suis fier d'avoir eu un contingent arménien sous mon
« commandement. Ils ont combattu brillamment et ont
« pris une grande part à la victoire. »

Général ALLENBY.

La nation arménienne ne pouvait recevoir un plus précieux témoignage que celui du glorieux vainqueur des Turcs, qui met en relief la valeur guerrière des Arméniens, reconnaît la vaillance de leurs volontaires de la Légion française d'Orient combattant sous ses ordres et atteste la grande part qu'ils ont prise à sa victoire décisive de Palestine.

La Voix de l'Arménie

REVUE BI-MENSUELLE

La résurrection de l'Asie occidentale

En Syrie, la débâcle turque est complète. Les Anglais ont largement dépassé Damas et Rayak, d'où un embranchement ferré se dirige sur Tripoli, et sont en marche sur Homs. L'émir Feisal, fils de Hussein roi du Hedjaz, est entré avec ses troupes à Damas; la responsabilité de l'ordre a été laissée aux autorités arabes locales. Une escadre française est apparue devant Beyrouth où, depuis si longtemps, la population guettait avec espoir et anxiété sa venue libératrice; aussitôt, dans toute la montagne du Liban, des drapeaux français ont surgi au faite des églises et des maisons. L'armée turque de Syrie a laissé plus de 75.000 prisonniers aux mains des alliés; elle est virtuellement détruite. Environ 17000 hommes dont 4000 baïonnettes sont en fuite vers le nord. La cavalerie britannique qui précipite sa marche vers Alep ne trouvera plus, sur sa route, qu'une résistance insignifiante. L'armée ottomane de Mésopotamie et celle du Caucase, d'ailleurs peu nombreuses, n'ont plus qu'à battre en retraite en toute hâte si elles veulent échapper à la capitulation. L'heure du châtement, que nous annoncions dans notre précédent article est venue: il faut qu'il soit aussi sévère que le crime a été impardonnable.

La Turquie est acculée à une capitulation à bref délai. Elle s'est jointe à l'Allemagne et à l'Autriche pour demander un armistice sauveur; mais si, comme tout

permet de le croire, la guerre se prolonge entre l'Entente et les Empires centraux, la Turquie isolée, coupée de ses alliés par l'effondrement bulgare, ne pourra pas soutenir un plus long effort; elle devra, comme l'a fait la Bulgarie, mettre les pouces et s'abandonner à la merci des vainqueurs. La demande, par la Turquie, d'un armistice séparé suivra sans doute de près le refus par l'Allemagne de subir les conditions que les alliés ont le devoir de lui imposer; ce sera le premier problème pratique qui se posera. « A notre avis, écrit le *Times* du 7 octobre, il ne doit être aucunement question de prendre en considération des propositions venant de la Turquie, si ce n'est celle d'une capitulation complète comme la Bulgarie l'a faite. » On ne saurait mieux dire. Les conditions d'un armistice avec la Turquie sont de deux sortes : ce sont d'abord des conditions d'ordre militaire; il faut que les alliés exigent :

1° Le désarmement des troupes et des navires de guerre;

2° Le contrôle et le libre usage des voies de communication, chemins de fer, routes et surtout détroits. L'ouverture des Dardanelles et du Bosphore est, pour les alliés, d'un intérêt capital; au moment où le froid et les glaces vont rendre plus difficiles les communications avec la Russie par Arkhangelsk ou Vladivostok, il est très important pour nous d'établir par la mer Noire des relations directes avec les éléments russes antibolcheviks qui se groupent dans le Sud-Est autour d'Aïexieïff et dans le l'Est autour des Tchéco-Slovaques et du gouvernement qui s'organise à Oufa. La destruction de l'influence allemande dans la mer Noire délivrera du même coup les régions caucasiennes, Bakou, et les Arméniens d'Érivan, en même temps qu'elle privera les Géorgiens de l'appui allemand sur lequel ils ont eu l'imprudence de compter. Ajoutons que l'Ukraine, rassurée par le voisinage des forces alliées, ne sera sans doute pas fâchée de se débarrasser de la lourde tutelle allemande et que la Roumanie secouera le joug. En un mot, le libre passage des escadres alliées

par le Bosphore et les Dardanelles sera, à lui seul, une grande victoire.

Les conditions d'un armistice avec les Turcs sont, en second lieu, d'ordre politique et moral. Les pays non turcs que les Turcs ont, durant cette guerre, inondés de sang innocent doivent être sans délai délivrés de la présence odieuse de leurs bourreaux. Non seulement les troupes turques mais aussi les fonctionnaires turcs et ces abominables gendarmes turcs qui sont les pires des assassins, devront se retirer à l'ouest d'une ligne marquée approximativement par le Taurus, Sivas et un point entre Samsoun et Kerasund sur la mer Noire. Les passes du Taurus seront naturellement aux mains des vainqueurs. Les gouvernements associés pour cette guerre de libération et d'émancipation nationale ont tous, à plusieurs reprises, proclamé que les provinces non turques seraient délivrées du joug ottoman; ils n'attendent pas, pour réaliser leurs engagements, la paix générale; les Turcs, s'ils n'étaient immédiatement évincés de Syrie, d'Arménie, de Mésopotamie, pourraient y faire encore beaucoup de mal. Ils pourraient, notamment, selon leur méthode favorite, introduire, à la place des Arméniens massacrés ou déportés, des colons turcs pour créer une majorité factice et revendiquer ensuite certaines régions au nom du droit des peuples. L'armistice devra donc prévoir, outre le départ des organes du gouvernement turc, le rapatriement dans leurs foyers des réfugiés et déportés sous la protection des troupes alliées qui protégeront aussi les populations turques paisibles contre des représailles illégales et des vengeances particulières. Les troupes alliées devront donc occuper les points stratégiques principaux des six vilayets, dits vilayets arméniens, et notamment de la Cilicie d'où sont originaires la plupart des volontaires de la Légion d'Orient qui combattent actuellement en Syrie pour la libération de leur patrie et qui viennent, sous les ordres du colonel Romieu, de mériter les félicitations officielles du général en chef Allenby.

Dans l'empire ottoman, comme partout, les Alliés seront forts et auront la tâche facile s'ils s'appuient franchement sur les populations contre les gouvernements oppresseurs. Les peuples de Turquie, et les Arméniens en particulier, ont trop souffert, et les Turcs ont donné trop de preuves de leur incapacité à gouverner des nationalités non turques, pour qu'il soit possible de les maintenir, après cette guerre, sous la domination ottomane sous quelque forme que ce soit. Après la guerre des Balkans, les Jeunes-Turcs ont eu une occasion unique de sauver eux-mêmes et la Turquie : reconnaissant la faute capitale qui leur coûtait la Macédoine, ils pouvaient entrer franchement, comme le leur conseillaient leurs vrais amis, dans la voie de la décentralisation et du fédéralisme administratif; c'était le seul moyen de sauver l'unité politique et militaire de l'Empire des Sultans. Ils ont préféré faire la guerre aux puissances libérales, supprimer par le massacre et la déportation les populations non turques et s'abandonner aux mains rapaces de l'Allemagne. Ils ont joué; ils ont perdu; ils doivent payer.

S'il faut en croire les dernières nouvelles, les aventuriers néfastes qui ont entraîné la Turquie dans l'abîme, qui l'ont inondée du sang des Arméniens, des Nestoriens, des Syriens, des Grecs, qui ont détruit pour des siècles les sources mêmes de sa prospérité, chercheraient à fuir leurs responsabilités et à sauver, par une démission *in extremis*, leurs têtes coupables et leurs biens mal acquis. Un vieux turc du temps d'Abd-ul-Hamid, Tewfik pacha, deviendrait grand-vizir à la place de Talaat; le sultan romprait complètement avec les Jeunes-Turcs et formerait un ministère favorable à l'Entente. Tewfik, fin diplomate, vieilli sous le harnois, se présenterait aux Alliés comme le liquidateur de l'aventure jeune-turque terminée dans le sang et la honte; il jouerait, en Turquie, le rôle que M. Malinof a assumé en Bulgarie.

Mais pas plus à Constantinople qu'à Sofia les Alliés ne seront dupes d'une manœuvre qui n'est qu'une consé-

quence et un aveu de la défaite; ils ne se laisseront pas plus leurrer par l'ancien ministre d'Abd-ul-Hamid que par le chef du parti démocratique bulgare; ils n'ont qu'à recevoir la soumission sans conditions du gouvernement ottoman, quel qu'il soit; ils ne peuvent renoncer ni au châtement des assassins, ni à la délivrance des peuples opprimés. Il arrive que les théories politiques survivent aux situations qui leur ont donné naissance. « L'intégrité de l'Empire ottoman » a été un de ces dogmes de la politique anglaise et française au xix^e siècle, avec lesquels un Palmerston ne « discutait pas ». Mais en même temps que « l'intégrité, » on voulait aussi des « réformes »; c'étaient les deux faces de la même question; l'échec des réformes, par la faute des Turcs, amenait périodiquement des crises où quelque morceau de l'Empire ottoman se détachait et formait un état libre dont les progrès rapides faisaient contraste avec la stagnation des portions restées turques. La révolution jeune-turque, encouragée par toute l'Europe, a été le dernier et malheureux essai pour la réforme de l'Empire ottoman, le dernier essai pour l'articuler à la vie de l'Europe civilisée : l'expérience est maintenant définitive.

Le dogme de « l'intégrité » ne résiste pas à l'échec misérable des « réformes ». D'ailleurs, si la France et l'Angleterre attachaient tant d'importance au maintien d'un Empire ottoman fort et puissant, c'était d'abord pour opposer à la descente russe vers le Bosphore, les Lieux-Saints et l'Égypte, un état capable de résistance : or aujourd'hui, et sans doute pour de longues années, l'expansion russe ne menace plus personne. — En second lieu, on redoutait qu'un partage de l'Empire ottoman n'agrandit outre mesure certaines puissances au détriment des autres; or aujourd'hui il n'est pas question d'un partage mais seulement de la libération de nationalités opprimées qui s'émanciperont et s'organiseront avec l'assistance de l'une des puissances alliées et sous la garantie de la Société des nations. — Enfin la France tout particulièrement, depuis

François I^{er}, voyait dans l'Empire ottoman un contrepoids oriental à la trop grande puissance des états germaniques ; or aujourd'hui Constantinople est séparé de l'Autriche-Hongrie par le tampon des Etats balkaniques en voie de développement et l'Empire ottoman s'est au contraire livré à l'Allemagne. La France et ses alliés occidentaux, ainsi que les Etats-Unis d'Amérique, ont, dans cette guerre, l'avantage de faire une politique de principes, d'humanité, dont les résultats créeront dans l'avenir un équilibre politique favorable à leurs intérêts par la naissance ou le développement des petites puissances.

Il ne faut donc pas s'y tromper et, par une fidélité intempestive à un système périmé, perdre le bénéfice d'une politique qui a fait, dans cette grande crise de l'histoire du monde, la force et le succès de la France et de ses alliés. L'empire ottoman, dans sa forme ancienne, est condamné ; à l'impéritie criminelle, la tyrannie sanglante des Jeunes-Turcs, ont précipité sa ruine, et les ruses d'un vieux-turc ne réussiront pas à donner le change aux alliés vainqueurs. Il subsistera sans doute une Turquie habitée par des Turcs ; il survivra un gouvernement turc pour gouverner des Turcs, mais une pléiade de nations affranchies, rajeunies, se lèvera à la voix libératrice des armées alliées et rendra enfin, après tant de siècles, à la Syrie, à la Mésopotamie, à l'Arabie, à l'Arménie, la prospérité qu'elles ont perdue avec l'indépendance sous le cimeterre des Soliman et des Bajazet : ce sera la résurrection de l'Asie occidentale.

La libération de la Syrie et de l'Arménie est proche ; aussitôt après viendra le travail de reconstitution. Ce sera une œuvre de longue haleine qu'il faudra commencer sans délai ; les malheureuses populations, qui ont tant souffert, ont besoin d'une aide immédiate, d'un concours financier, d'une assistance amicale sous diverses formes. L'activité organisatrice de la France ou de l'Angleterre, chacune dans sa sphère ; elles prêteront leur assistance aux populations qui s'émancipent et aux états indigènes qui naissent sous les pas des armées alliées. La Cilicie (vilayet

d'Adana ou Petite-Arménie), qui a particulièrement souffert des massacres et des déportations, est celle des régions arméniennes qui, par sa situation géographique, entrera la première en contact avec les alliés libérateurs ; la tâche de la France sera d'abord d'y ramener ceux des déportés, peu nombreux, hélas ! qui ont survécu aux horreurs du massacre, de la misère et de la faim ; les volontaires arméniens qui combattent dans nos rangs formeront le cadre naturel à l'abri duquel se rassembleront les débris épars du malheureux troupeau. Dans le nord les alliés trouveront le concours des soldats d'Andranik et de Nazarbekof, ainsi que des 7.500 hommes que le général Bagratouni a ramenés de Bakou et réorganisé à Enzeli. Talonnant les Turcs en retraite, ces braves réoccuperont l'Arménie dépeuplée et appelleront à eux tous les réchappés du grand massacre. Il s'agira moins de créer de grands états que de donner une vie et une organisation à des cantons, à d'humbles villes ou villages, que de guérir les maux causés par la guerre et des siècles d'administration turque. C'est en aidant à vivre et à se développer chaque élément national que la France et l'Angleterre feront, en Asie Occidentale, œuvre de civilisation et d'humanité et qu'en échange elles recueilleront des bénéfices économiques et moraux. C'est bien une ère de paix, de sécurité, de libération et de progrès qu'ouvrent, pour les peuples d'Asie, les victoires du général Allenby en Palestine et surtout celles du maréchal Foch en France.

René PINON.

L'avenir du Proche Orient

PAR LE

Colonel SIR MARK SYKES, Bt. M. P.

paru dans le Daily News and Leader du 18 septembre 1918

I

Le temps est proche où la démocratie du monde en général et de ce pays en particulier, sera appelée à examiner les questions concernant le Proche-Orient.

Pour l'objet que l'on se propose dans cet article, on doit considérer le Proche-Orient comme englobant toutes les régions comprises dans un cercle de 800 milles de rayon ayant son centre à Jérusalem.

Dans ce cercle, on trouve des problèmes qui, tant qu'ils ne seront pas résolus, sont une menace contre l'établissement d'une paix permanente dans le monde.

Les Démocraties de l'Entente sont indubitablement décidées à ce que la guerre actuelle soit la dernière, mais elle ne sera certainement pas la dernière tant qu'elles ne feront pas de la victoire qui est devant elles un usage tel qu'il enlève toutes les racines de tout ce qui peut provoquer la guerre.

Les bonnes volontés et la fatigue de la guerre qui travaillent les esprits de notre génération seront impuissantes à empêcher les générations futures à glisser de nouveau dans la guerre.

On se propose dans cet article d'examiner les moyens d'éliminer certains éléments qui dans l'avenir seraient propres à engendrer la guerre dans la zone dont il s'agit.

En se plaçant au point de vue historique, on constate que cette zone a été le rivage sur lequel ont déferlé, en s'y brisant, les vagues des invasions orientales pendant des siècles sans nombre. — Les causes morales et matérielles de ce flux et reflux d'invasions ont perdu leur force bien avant que le présent conflit mondial se soit produit. Il n'y aura plus de hordes mongoles se

ruant à travers le monde, il n'y aura plus de croisades ou de guerres saintes, mais ces conflits du passé ont eu pour résultat d'enfoncer dans ces régions les racines des troubles présents qui, tant qu'elles ne seront pas arrachées, produiront les guerres futures.

L'Empire Ottoman

Si nous prenons un homme de la Démocratie Britannique, ayant des connaissances moyennes en ce qui concerne cette zone, nous voyons qu'il est déjà au courant de certains faits fondamentaux et importants. Il sait que la ville de Constantinople a par elle-même une grande importance stratégique; que les Arméniens et les autres races assujetties à la Turquie ont été depuis des siècles mal gouvernées; que la Mésopotamie pourra devenir une puissante source de produits de première nécessité; que le canal de Suez est une station sur la route des Indes; que Jérusalem est le centre sentimental du christianisme et du judaïsme; que La Mecque est le foyer symbolique de l'Islamisme; que la clique militaire de Berlin est décidée à mettre la main sur tous ces points afin de dominer dans tout l'Orient, exactement comme elle veut s'emparer de Paris et de Boulogne pour dominer en Occident. Il sait que pour contrecarrer ces projets nous avons combattu à Gallipoli, au canal de Suez et que nous combattons encore en Palestine et en Mésopotamie. La démocratie britannique n'a, jusqu'à un certain point, rien à apprendre sur la situation dans ses grandes lignes. Mais quand nous entrons dans les détails, la chose devient beaucoup plus compliquée. L'Empire Ottoman, qui déjà à l'époque de la Reine Elisabeth semblait marcher à sa perte, a continué d'exister parce que l'égoïsme et la rapacité de l'Europe d'avant-guerre lui ont toujours procuré des champions et des défenseurs. L'Empire Ottoman a continué d'exister pour deux raisons. En premier lieu, parce que les hommes d'Etat des Puissances avant la guerre, préféraient voir la tyrannie la plus barbare et la plus rétrograde dévaster ces régions les plus belles du monde, que de voir leur rédemption augmenter la prospérité et la force d'une Puissance éventuellement ennemie. En second lieu, parce

que le Gouvernement Ottoman a su s'y prendre pour s'assurer la protection de la finance internationale.

Les Turcs et les non Turcs

L'Empire Ottoman, dans la seconde moitié du siècle, a assuré son existence en spéculant sur les craintes et les rivalités des Puissances Européennes, en engageant et en hypothéquant les ressources des populations de ces provinces à divers groupes financiers. Par l'entremise de certains agents d'affaires, ces groupes financiers imposaient au Gouvernement Ottoman des armes et des munitions, trafiquaient, tripotaient dans la construction de chemins de fer, et c'était à qui arriverait le premier pour obtenir des concessions. Ce fut toujours la politique de ces groupes d'empêcher toute action énergique en vue de mettre l'Empire Ottoman sous un contrôle effectif quelconque, car les financiers et leurs agents savaient bien que si l'Empire Ottoman était contrôlé, c'en était fait de leur chasse aux fournitures d'armements et aux concessions et de tous leurs bénéfices et profits. Ç'a été une partie du châtimeut des Alliés que d'avoir encouragé et même directement aidé les constructions de chemins de fer sans aucun but économique et qui, sans nullement contribuer au développement du pays, servaient parfaitement les desseins du militarisme germano-turc. Ce furent en outre les financiers qui réussirent à imposer aux Turcs ces engins de précision dont ils surent si bien se servir pendant la guerre.

Si les problèmes du Moyen Orient doivent être résolus après la guerre, il est cependant évident qu'ils doivent être abordés avec un tout autre esprit que celui des hommes dont la rapacité et les chicanes ont créé la situation telle qu'elle était avant la guerre.

II

Le Gouvernement Turc prospérait par le chantage; les entremetteurs par les louches commissions; les gros financiers faisaient leur chemin par des pots-de-vin ouvertement et éhontément distribués.

Si le monde doit envisager, à un point de vue quelconque la paix future, il faut qu'il abolisse cet odieux système une fois pour toutes. La Démocratie Alliée devra prendre en main, non seulement la dette ottomane, mais aussi les finances ottomanes dans leur ensemble. Les questions de concessions, emprunts, exploitations, doivent être réglées ouvertement par un corps de personnes dignes du respect et de la confiance du monde. Le principe fondamental sur lequel ces personnes devront baser leur action est que le but de tout développement économique doit être le bien-être des habitants du pays et doit contribuer à augmenter la somme de bonheur des populations du monde entier. Sans cela, le bas-fond de la friponnerie levantine continuera à empoisonner le monde de nouvelles fièvres et de nouvelles pestilences.

Si la ville de Constantinople doit être neutralisée au point de vue stratégique, et purifiée au point de vue financier, les Dardanelles et le Bosphore doivent être placés loin de l'atteinte des ambitions personnelles des États; et Constantinople doit cesser d'être le théâtre des opérations secrètes, sans aucun contrôle, d'un groupe de financiers internationaux. Tant que cela ne sera pas fait, il est inutile de parler d'une solution pour la question du Proche Orient. Mais en écartant les influences politico-financières centralisées à Constantinople, qui ont leur répercussion sur les intérêts des plus grandes Puissances, nous n'en avons nullement fini avec la question du Proche Orient. Il nous reste à considérer le sort des peuples de l'Empire ottoman lui-même. On ne peut concevoir que la Démocratie Alliée puisse accepter, dans la conclusion d'une paix juste, que les populations non ottomanes continuent à être sous un gouvernement ottoman.

On doit exclure toute idée de Réformes, car on ne peut rien en espérer : toute l'histoire de la Turquie depuis ces dernières cent vingt années, a été l'histoire de réformes avortées, écrites avec le sang des populations opprimées, que ces réformes mêmes devaient libérer.

Le problème que la Démocratie Alliée aura à résoudre c'est le sort des Grecs, des Arméniens, des Kurdes, des Chaldéens, des Syriens, des Arabes et des Juifs.

Ce que les Turcs ont fait

Dans l'état actuel de la Turquie, on peut considérer la péninsule d'Anatolie comme étant pratiquement un pays turc. Dans cette zone, les Turcs ont exterminé, déporté ou absorbé les populations indigènes, à l'exception d'un certain pourcentage de Grecs sur le littoral et de quelques communautés juives ou chrétiennes dans les villes principales. Ce territoire est plus grand que la France, il possède des ressources immenses agricoles ou minières, il est maigrement peuplé.

Sous tout autre gouvernement et avec toute autre population que celle que les Turcs lui ont donnés, ce pays serait un Paradis. Aussi n'ont-ils pas été capables de le réduire en un complet désert.

Dans cette zone, les Turcs peuvent prétendre maintenir un état turc, et pourvu que de réelles garanties soient données pour la vie et la sécurité des nationalités non turques qui se trouvent sur le littoral et dans les grandes villes, la Démocratie Alliée n'a pas à se mêler autrement de la question. Mais hors de cette zone, nous nous trouvons en face d'une série de problèmes difficiles et épineux.

Quand des peuples ont été écrasés comme les Arméniens, ou systématiquement poussés au mal comme les Kurdes, ou divisés et arrêtés dans leur progrès comme les Arabes, ce ne sont pas quelques phrases creuses sur la renaissance nationale et sur la libre disposition de soi qui pourront faire disparaître en un jour tout le mal que les siècles ont créé.

Toute une période d'assistance, de tutelle, d'éducation et de développement sera nécessaire pour permettre à ces populations d'évoluer, d'établir des institutions stables et de se suffire à elles-mêmes.

Nous avons vu comment une émancipation et un nationalisme non contrôlés et non réfrénés ont opéré dans les Balkans où un groupe d'états nouvellement créés ou restaurés ont constamment menacé la paix de l'Europe pendant ces 40 dernières années par leur petite politique, leurs petites ambitions et leurs agressions.

Une base de reconstruction

Les désordres et les ruines que les Turcs ont causés dans les provinces non turques de l'Asie sont encore pires de beaucoup, car ils sont plus anciens, plus profonds, plus grands que ceux des Balkans. Les bases de nationalité sur lesquelles les nouveaux Etats peuvent être fondés en Asie sont bien moins déterminées que dans le cas de la Serbie, de la Bulgarie, de la Roumanie ou de la Grèce. Ces provinces étaient des provinces d'Empire avant d'être devenues des provinces turques ; à l'exception des Arméniens, les habitants non ottomans sont en majorité dans un état pré-national d'existence, bien que le sentiment de la fierté de race et d'origine soit fortement développé en eux.

Cependant on trouve chez eux richesse, intelligence et général désir de progresser. Si on y peut assurer la vie et la propriété, si on peut développer les assises de ces régions, dans une dizaine d'années, la prospérité, le bien-être, l'éducation produiront les éléments politiques nécessaires pour maintenir une existence nationale propre.

La tâche de la Démocratie Alliée est de procurer les moyens de traverser cette période de transition. Cette période et les moyens de la traverser devront naturellement varier suivant les circonstances. Il y a des régions qui sont tout à fait capables de se voir accorder la complète indépendance ; il en est d'autres plongées dans la plus profonde sauvagerie et dans l'anarchie ; et entre ces deux extrêmes se trouve une échelle chromatique d'imperceptibles variétés. Un facteur est toutefois commun à toutes les régions : c'est que même celles capables de jouir d'un self-government sont incapables de se défendre.

Sans entrer dans des détails, il serait possible maintenant de suggérer ici certaines considérations qui pourraient naître dans les esprits pour trouver les moyens de reconstituer ces régions désorganisées et les remettre à flot.

En premier lieu, on suggère qu'il ne doit plus être question de maintenir même l'ombre d'une suzeraineté ottomane sur les territoires où ne se trouve pas une prépondérante majorité

turque. Si les usages turcs et les méthodes turques sont maintenus, ils abrutiront, corrompront ou dévieront l'esprit naturel de progrès et de réformes des populations. Aussi longtemps qu'un symbole du gouvernement turc subsistera, il sera impossible d'établir l'égalité et les droits du citoyen, comme nous l'entendons dans les Etats démocratiques.

En second lieu, nous proposons de décider que ces contrées ne doivent pas devenir la proie de chercheurs de monopoles d'Occident. Pour tout ce qui concerne le développement le plus complet de ces régions, que ce soit par des travaux d'irrigations, de chemins de fer, par l'exploitation des mines, par les travaux agricoles, on devra appliquer les principes du libre échange et de la porte ouverte, dans leurs sens les plus rigoureux, aussi entièrement que pour les pays alliés et les pays neutres.

Naturellement les affaires allemandes et le trafic allemand rentrent dans une autre catégorie. Jusqu'ici le commerce allemand a signifié l'établissement d'affaires commerciales subventionnées et n'ayant d'autre objet que la réalisation de desseins militaires. Tant que le monde n'aura pas obtenu de garanties suffisantes que les spéculations allemandes en Turquie, (camouflées ou non), ne sont pas liées à des visées militaires ou politiques, elles devront être soumises à un étroit et sévère contrôle.

Nous avons vu comment les hommes d'État et les financiers ont soutenu le pouvoir de l'Empire Ottoman. Il faut maintenant voir comment l'Empire Ottoman a usé de ce pouvoir à l'intérieur de ses frontières. Théoriquement et pratiquement la politique du Gouvernement Ottoman a toujours été de soutenir les Turcs contre les non-Turcs et de fomenter des discordes et des rivalités partout où les partis politiques, les sentiments de famille, les différends des sectes ou les antagonismes de races en offraient l'occasion. — Comme résultat de cette politique pratiquée pendant plusieurs siècles, nous trouvons une agglomération de peuples non seulement réduite à la plus profonde misère, mais vivant dans une atmosphère de rivalités et d'inimitiés que leurs mauvais maîtres avaient le diabolique dessein de leur inculquer.

Extirpation du cancer

Nous avons donc deux problèmes à résoudre. Le premier est d'empêcher que les Turcs jettent de nouveau la division en Europe; le deuxième est de délivrer de l'esclavage les populations asiatiques que les Turcs ont opprimées.

Aussi longtemps que la force militaire qui commandera aux Dardanelles et au Bosphore sera turque, Constantinople sera le foyer d'incubation des guerres et des intrigues politico-financières. Si la démocratie alliée ne veut pas commettre la même faute que son prédécesseur le Concert Européen, il faut extirper ce cancer de la politique du monde. Si le Turc tient Constantinople c'est parce qu'aucune nation n'ose confier à une autre un bien d'un si grand prix. Mais nous savons que la garde des Détroits par la Turquie, signifie tyrannie en Asie, dissension en Europe. Le seul remède, c'est l'internationalisation des Détroits, dans la plus large acception du mot. Que le Sultan réside à Constantinople ou non, peu importe, mais la Démocratie Alliée doit avoir la responsabilité du libre passage, et avoir sur place une force effective sur terre, sur mer et dans l'air qui mettra son autorité et sa suprématie au dessus de toute conteste. En outre, la Démocratie Alliée doit veiller à ce que la chasse aux concessions, les intrigues financières, les affaires entre groupes financiers et le gouvernement ottoman ou telle et telle Puissance, soient choses du passé. Si la finance levantine doit continuer à être un facteur de guerre dans le Proche-Orient, en ce cas, une des plus profondes causes des conflits futurs aura été laissée intacte,

La finance internationale avant la guerre, telle qu'elle était organisée à Constantinople, n'était rien moins que la corruption organisée. Une foule d'agents, coureurs de pratiques, de parasites, servaient d'intermédiaires entre ce bloc de dégradation et de corruption qu'est le Gouvernement Ottoman et les différentes cliques de brasseurs d'argent des capitales européennes. La Finance se mêlant de politique, la Politique se mêlant de finance, menaient les nations par l'oreille et les guerres étaient déclarées, les peuples étaient opprimés, les réformes étaient

toujours différées ou rendues illusoires, pourvu que les fortunes privées pussent se réaliser et que les profits individuels pussent augmenter, grâce à certains louches arrangements. Idéalisme, moralité, probité, tout ce qui peut contribuer au bien de l'humanité ne pouvait exister dans cette atmosphère de friponnerie.

Développement national

En troisième lieu, l'auteur de cet article est personnellement et très fortement d'opinion que de quelque manière que ces diverses zones soient divisées et administrées pendant la période de tutelle, et si même l'autorité centrale et la sanction morale de gouvernement pendant cette période était confiée à la Démocratie Alliée, cependant des nations distinctes devraient être responsables du développement politique de chaque zone.

Un Conseil International peut contrôler une ville ou un cours d'eau, il peut percevoir un revenu, garder une forteresse, mais il ne peut procéder au développement d'un peuple, ni administrer un pays. Le désordre s'y produirait immédiatement, si des partis ou des coteries dans l'intérieur d'une zone donnée pouvaient faire jouer une partie de l'autorité chargée du contrôle contre une autre, ou si dans les différentes branches de l'Administration il y avait des différences de ton, de caractère, de vues politiques avec la prépondérante influence nationale dans le contrôle, ou pis encore, si les appointements étaient attribués non suivant les mérites des candidats, mais selon leur nationalité dans le but de garder une balance en faveur de telle ou telle nation.

La question des ^{dettes} ~~octrois~~ et des finances Constantinopolitaines peut être établie sur une large base internationale par la Démocratie Alliée, qui exercerait un contrôle collectif. La rédemption des populations non ottomanes et les provinces ottomanes de l'Empire ottoman peut être réalisée par la Démocratie Alliée, chargeant certaines nations de la tutelle de certaines zones déterminées, dans des conditions bien spécifiées qui les mettraient effectivement à l'abri de tout danger d'annexion, de protectorat permanent et de monopoles d'exploitations.

L'Amitié de la France et de l'Arménie

(1895-1908)

L'amitié de la France et de l'Arménie est fort ancienne ; je ne prétends point en raconter toute l'histoire ; je rappellerai seulement par quels actes elle se manifesta, à l'encontre souvent de la volonté gouvernementale, pendant les années cruelles qui précédèrent la révolution turque.

C'est en 1895 que le public français connut le traitement infligé aux Arméniens par les serviteurs du Sultan Abd-ul-Hamid. Le 1^{er} septembre de cette année là parut, dans *la Revue de Paris*, un article intitulé *les Massacres de Sassoun* : il était signé Maurice Leveyre, pseudonyme que, pour l'occasion, avait pris Pierre Quillard.

Pierre Quillard habitait alors Constantinople : il y avait été appelé en 1893 pour professer au collège catholique arménien. Il avait entendu le récit authentique des crimes qu'on commettait en Arménie, il avait eu sous les yeux des documents sûrs ; sa générosité s'était indignée, et il n'avait pas voulu qu'on ignorât plus longtemps le régime affreux auquel était soumise une noble nation. L'article publié dans *la Revue de Paris* fit quelque bruit : on s'intéressa, en France, au sort des Arméniens.

Peu après, un correspondant éclairé du *Temps*, Georges Gaulis, fit un voyage à Constantinople. Il y arriva au mois d'octobre 1895. Ce qu'il avait appris des attentats contre le peuple arménien l'avait ému, il fit sur les faits dénoncés une enquête consciencieuse, il causa avec les hommes qui pouvaient l'instruire, il eut même une entrevue avec M. Paul Cambon, qui était alors ambassadeur de France en Turquie. C'était avec raison qu'on accusait le Sultan et ses ministres : les Arméniens enduraient d'horribles souffrances. Georges Gaulis envoya au *Temps* des correspondances qui troublèrent les lecteurs : le nombre grandit de ceux qui se prenaient, pour un peuple persécuté, d'une sympathie douloureuse.

En 1896 fut publié, à la librairie du *Mercure de France*, un livre intitulé *les Massacres d'Arménie*: le livre même était anonyme, mais M. Georges Clemenceau en avait écrit la préface. Les faits y étaient racontés très simplement. Dans la livraison du *Mercure de France* datée de septembre 1896, Pierre Quillard — sous le pseudonyme, cette fois, de M. L. Rayro — analysait le livre avec fidélité et jugeait avec la sévérité nécessaire les actes du gouvernement turc. La même année, Léon Marillier donnait à *la Revue chrétienne* un article excellent intitulé *La Question arménienne*.

Dans les derniers mois de 1896, Pierre Quillard quitta Constantinople; il s'établit de nouveau à Paris, et, dès lors, il chercha toutes les occasions de plaider la cause de l'Arménie. Il fit de nombreuses conférences; il en fit à Paris, il en fit dans quelques villes de province; il était toujours écouté, il gagnait des partisans à l'Arménie. Georges Gaulis non plus ne manquait point à la tâche qu'il s'était donnée, et d'autres hommes se mettaient à parler en faveur du peuple arménien: Francis de Pressensé, toujours prêt à défendre les opprimés, Jean Jaurès, Victor Bérard.

Pourtant, la propagande, tant par l'écrit que par la parole, va, pendant quelques années, devenir moins active. C'était le temps où se débattait l'affaire Dreyfus. En France, dès qu'il s'agit de justice et de vérité, ce sont toujours les mêmes hommes qui s'émeuvent; qu'il faille défendre une nation persécutée ou un innocent condamné contre le droit, ils sont prêts à la lutte. On citerait bien peu d'amis des Arméniens qui n'aient pris, avec Bernard Lazare, Emile Zola et Anatole France, le parti du capitaine Dreyfus. Le combat était âpre; il exigeait de constants efforts; on sait quel en fut le résultat.

En 1900, libres des préoccupations que leur avait causées l'affaire Dreyfus, les défenseurs de l'Arménie manifestent une activité nouvelle. Ils sont plus ardents que jamais; des rencontres quotidiennes ont, au cours des années qui viennent de passer, créé entre eux une vigoureuse intimité; ils sont étroitement unis, ils sont décidés à ne point ménager leurs forces.

La presse, malheureusement, n'était guère disposée à recueillir les réclamations de l'Arménie et de ses défenseurs. Un

journal est fondé afin que le public connaisse les faits et les vœux; il a pour titre *Pro Armenia*; un comité le dirige, composé de Georges Clemenceau, Anatole France, Jean Jaurès, Francis de Pressensé, Eugène de Roberty; le rédacteur en chef en est Pierre Quillard, le secrétaire de rédaction Jean Longuet.

Le premier numéro de *Pro Armenia* parut le 25 novembre 1900. On y lisait des articles de Francis de Pressensé, de Georges Clemenceau, de Pierre Quillard, de Jean Longuet. Et ce journal fut publié régulièrement, deux fois par mois, jusqu'au 25 octobre 1904. La collection en est du plus haut intérêt. Le gouvernement d'Abd-ul-Hamid est traité sans merci, les crimes qu'il commet sont courageusement dénoncés, on en réclame la punition; et les efforts que font quelques hommes généreux pour sauver l'Arménie sont rapportés par le menu; il n'est point de manifestation, si humble soit-elle, qui échappe à la vigilance de ceux qui rédigent *Pro Armenia*.

Le gouvernement français n'aurait-il pas dû prendre la défense des Arméniens? Longtemps, il s'y était refusé. Il avait voulu ignorer les faits. Un ministre des affaires étrangères était même allé jusqu'à louer la politique du Sultan Abd-ul-Hamid: les Arméniens étaient de dangereux révoltés, que les Turcs avaient le devoir de mettre à la raison. Ce ministre avait quitté le quai d'Orsay depuis plusieurs années; M. Delcassé était arrivé au pouvoir. Il affectait les allures d'un homme qui consent à être éclairé. Le 13 septembre 1901, il accorda une audience à Pierre Quillard.

Pierre Quillard dit à M. Delcassé de quelles inquiétudes souffraient les amis des Arméniens; on ne pouvait douter que les Turcs ne se préparassent à de nouveaux massacres: le gouvernement français devait être attentif. Quillard laissa aussi au ministre un projet de réformes pour les provinces de l'Arménie turque, projet qu'avait élaboré le parti Dachnaksoutyoun.

Vers le même temps, le parti hentchakiste de Londres faisait remettre un mémoire au président de la République et au tsar, qui étaient alors à Compiègne; la France et la Russie étaient invitées à poursuivre énergiquement la réalisation des réformes qu'en 1895 avaient proposées à la Turquie les puissances européennes.

Le 4 novembre 1901, à l'occasion de l'affaire Lorando et Tubini, le ministre des Affaires étrangères était interpellé sur la politique qu'il entendait suivre en Orient. M. Marcel Sembat parlait avec netteté: « Ne nous mettons pas, disait-il, dans cette situation ridicule d'avoir mobilisé notre flotte pour arriver à un aussi piteux résultat. Déjà on parle d'autres affaires à régler. Je demande à M. le Ministre des Affaires étrangères si elles sont du genre des affaires Tubini et Lorando, si ce sont des affaires de mercantils, ou s'il s'agit d'empêcher le retour des massacres d'Arménie. » Il ajoutait: « Il nous dira sans doute que l'Arménie est rentrée dans son état normal. Je lui demande de préciser ce qu'il faut entendre par l'état normal de l'Arménie. La Chambre verra que cet état normal constitue une longue suite de dénis de justice, d'emprisonnements arbitraires, de pillages de villages, d'incendies d'églises et de maisons, de rapt de femmes et de jeunes filles. C'est le massacre à jet continu »

M. Delcassé répondait: « Le gouvernement de la République ne cessera pas d'élever la voix pour que l'oppression cesse, pour que l'équité, la justice ne soient pas de simples mots, pour que les engagements pris solennellement soient enfin respectés ».

Quelques jours plus tard, à une réunion qu'avait organisée le groupe des étudiants collectivistes, M. Marcel Sembat prenait de nouveau la parole: il fallait insister auprès du gouvernement pour qu'il demandât la réalisation des réformes promises depuis longtemps, pour qu'il exigeât l'exécution du traité de Berlin. Peu après, le comité général du parti socialiste votait une motion importante: les Fédérations et les groupes étaient invités à organiser des réunions publiques où fût exposé l'état de l'Arménie.

On voit que les souffrances de l'Arménie ne laissaient pas la France indifférente. M. Victor Bérard les racontait dans un émouvant article que publiait la *Revue de Paris*; Pierre Quillard donnait aux *Cahiers de la Quinzaine*, dirigés par Charles Péguy, un résumé courageux de la question arménienne. Et, le 20 janvier 1902, M. Delcassé était de nouveau interpellé à la Chambre des Députés.

« Nulle part, disait M. Rouanet, je n'ai vu que M. Delcassé ait stipulé quoi que ce soit en faveur des Arméniens ; qu'aucune démarche ait été tentée à Constantinople en vue de prévenir les tueries et les pillages systématiques auxquels les Arméniens sont livrés par la volonté du sultan, personnellement responsable... Je demande à M. le Ministre des Affaires étrangères de nous dire ce qu'il a fait... pour les Arméniens, pour la justice, pour l'humanité, pour la civilisation, c'est-à-dire pour la France ».

Comme le 4 novembre, M. Delcassé eut de bonnes paroles, se tint dans les considérations générales, évita les engagements précis. L'ordre du jour présenté par M. Rouanet et défendu par M. Denys Cochin, où il était demandé au gouvernement « d'appeler l'attention de l'Europe sur la violation flagrante des engagements pris par le Sultan », ne fut pas voté par la Chambre : elle se contenta d'approuver les déclarations du gouvernement.

Du 2 au 6 avril 1902 se tint, à Monaco, le onzième Congrès universel de la paix. Parmi les vœux adoptés, se trouvait celui-ci : « Le onzième Congrès... demande instamment aux puissances signataires du traité de Berlin de se réunir en une conférence officielle à La Haye pour la solution de la question arménienne par l'application du projet de réformes du mois de mai 1895. »

La même année, le 18 juin, M. Delcassé recevait Francis de Pressensé, Albert de Mun, MM. Denys Cochin et Raiberti : ils lui disaient combien les habitants de Mouch étaient inquiets de voir arriver chez eux, en grand nombre, des réguliers turcs et des Tcherkesses. Le ministre promit d'être attentif : il enverrait en Arménie un agent français qui surveillât les troupes turques. M. Delcassé tint sa promesse.

Les 17 et 18 juillet, fut tenu à Bruxelles un congrès arménophile. Il invita « les gouvernements et les peuples à agir dans le sens du memorandum de 1895 par une intervention concertée ». Il décida la création d'un comité international « destiné à établir une entente entre tous les comités existant déjà et ayant pour but d'inviter les gouvernements des diverses nations à garantir les droits des Arméniens ».

Le comité international fut constitué sans tarder. Les mem-

bres français en étaient MM. Denys Cochin, d'Estournelles de Constant, Ernest Lavisse, Francis de Pressensé, Marcel Sembat, Vaseille.

Mais, on avait beau faire, le gouvernement français montrait au gouvernement turc des égards excessifs. Il ne se souciait guère de défendre les droits de l'Arménie. On résolut de lui rappeler que, parmi les peuples soumis à l'empire des Ottomans, il en était dont la vie n'était qu'un long martyre ; son indifférence était une faute d'autant plus grave qu'ainsi que les autres puissances de l'Europe, il s'était engagé, lors du traité de Berlin, à faire valoir les droits de ces peuples. Le 15 février 1903, fut tenue, à Paris, dans la salle du Château-d'Eau, une grande réunion publique « pour l'Arménie et pour la Macédoine. »

M. d'Estournelles de Constant présidait la réunion. Quatre orateurs parlèrent : M. Denys Cochin, Francis de Pressensé, Jean Jaurès, Lerolle. L'ordre du jour fut présenté par Anatole Leroy-Beaulieu. Ainsi des hommes de tous les partis s'étaient rencontrés pour soutenir la cause arménienne.

Ils furent éloquents, ils furent précis. « Il faut, dit M. Denys Cochin, que l'opinion publique française fasse entendre à nos ministres que devant des infamies comme celles que j'ai décrites, elle leur demande d'agir, et d'agir promptement. Nous oublions nos divisions, quelques profondes qu'elles soient, pour apporter ensemble aux pouvoirs publics cette sommatation nécessaire ».

« Nous, dit Francis de Pressensé, qui respectons trop nos propres idées, ainsi d'ailleurs que celles de nos adversaires, pour vouloir faire bon marché de ces divisions profondes, nous qui différons, non seulement sur l'application des principes, mais encore sur les principes eux-mêmes, nous nous rencontrons sur le terrain de l'action nécessaire en Orient et c'est cette unanimité qui donne à cette démonstration la haute valeur internationale, l'importance morale qu'elle doit avoir. A cette heure critique, nous avons pensé que le moment était venu où une manifestation unanime de l'opinion française, rappelant le gouvernement de la République aux traditions de

la France, à ses devoirs, à ses intérêts, était non seulement opportune, mais nécessaire. »

« Toute l'Europe, dit Jaurès, paie, par les difficultés et les périls que contient la question de Macédoine, l'attitude des puissances, il y a sept ans, dans la question de l'Arménie. Certes, ce fut un grand crime que cette longue indifférence et cette longue ignorance couvrant un long égorgement. »

L'ordre du jour d'Anatole Leroy-Beaulieu fut adopté avec enthousiasme. Il était ainsi conçu :

« Les quatre mille citoyens français de toutes opinions, réunis le 15 février 1903 au théâtre du Château-d'Eau, à Paris.

« Considérant la situation atroce des populations d'Arménie et de Macédoine et la gravité croissante des événements,

« Considérant que cette situation est un défi à la conscience publique et un danger pour la paix générale,

« Considérant que, seule, l'exécution du traité de Berlin, tant en Arménie qu'en Macédoine, peut mettre fin à cet état de chose intolérable,

« Considérant l'impérieux devoir que le traité de Berlin impose à tous les contractants,

« Emettent le vœu que le gouvernement français agisse énergiquement pour obtenir enfin l'exécution des articles 23 et 61 du traité de Berlin, conformément au statut organique du mois d'août 1882 et au memorandum du 11 mai 1895, et pour faire cesser la trop longue série d'attentats commis en Turquie contre l'humanité, sans distinction de race, de nationalité et de religion. »

Le 10 mars, à la Chambre des députés, Francis de Pressensé montrait combien utile serait l'institution d'un contrôle européen auprès du gouvernement turc. Lucien Millevoye, Georges Berry, M. Marcel Sembat soutenaient la même thèse. Des conférences étaient organisées : Clovis Hugues, Gerville Réache, M. Messimy, M. Gustave Téry prenaient la parole pour attaquer Abd-ul-Hamid et défendre les victimes. Des Français allaient à l'étranger dire les souffrances de l'Arménie : le 26 avril, Pierre Quillard exposait, à Milan, dans une réunion publique, les revendications arméniennes, et M. Georges Lorand, le

député belge, si prompte, toujours, à plaider les causes justes, avait de vigoureux accents pour flétrir le sultan et ses complices. Le 7 mai, à Rome, Anatole France mettait au service des Arméniens toute son autorité. En septembre, le douzième congrès universel de la Paix, siégeant à Rouen, adopte un vœu pour l'Arménie.

Ces ardents défenseurs de l'Arménie pensèrent que des manifestations internationales réussiraient à émouvoir les gouvernements de l'Europe. On décida de tenir d'abord des réunions publiques; des orateurs y viendraient, de différents pays, dire leur sympathie pour les opprimés et juger l'œuvre néfaste de la Turquie. La première de ces réunions eut lieu à Paris, au Théâtre Sarah Bernhardt, le 25 octobre 1903. Le docteur Loris Mélikoff en fut le zélé organisateur. On y lut des lettres de W.-A. Stead, de James (maintenant Lord) Bryce, de Moneta, de Lafontaine, d'Anatole Leroy-Beaulieu, de Louis Havet, de Berthelot, de Michel Bréal; y parlèrent Francis de Pressensé, Pierre Quillard, Victor Bérard, Evans, Mac Coll, Georges Lorand, Atkin, Pietro Mazzini, Noël Buxton, Boccioro, Jaurès, d'Estournelles de Constant. On vota l'ordre du jour que voici :

« Au nom de la conscience universelle qui flétrit et ne cessera pas de flétrir les crimes du sultan Abd-ul-Hamid,

« Le meeting international réuni au théâtre Sarah-Bernhardt le 25 octobre 1903,

« Adjure les puissances de mettre enfin un terme aux massacres d'Arménie et de Macédoine par la nomination d'un gouverneur responsable et l'établissement d'un contrôle effectif. »

La seconde réunion eut lieu à Londres, le 29 juin 1904. On y entendit, comme orateurs français, Pressensé, Quillard et Delpech; en outre, les organisateurs lurent des lettres de Jaurès, d'Anatole France, de Georges Clemenceau, et de quelques autres.

Quelques jours avant la réunion de Londres, le 9 juin, Francis de Pressensé avait, à la Chambre française, posé une question à M. Delcassé : des dépêches, envoyées de Tiflis et de

Bakou, avaient fait connaître de nouveaux massacres, qui avaient eu lieu au Sassoun. Que comptait faire le gouvernement français ? Le ministre protesta de ses sentiments d'humanité ; il essaya de justifier un rapport, quelque peu inexact, de l'ambassadeur français à Constantinople, et se garda en somme de donner une parole précise.

Le 8 juillet 1904, M. Colly dit au Conseil général de la Seine quelle est la souffrance de l'Arménie, et à l'unanimité, l'assemblée émet le vœu que « le gouvernement de la République, fidèle à ses traditions de défenseur des opprimés, prenne d'urgence les mesures que nécessitent les événements d'Arménie, en vue de faire cesser au plus tôt cette monstrueuse hécatombe qui déshonore l'humanité tout entière. »

Les réunions, les conférences continuent. Le Comité franco-arménien décide en outre d'envoyer une lettre au président Roosevelt. Le texte en était l'œuvre de Berthelot : « C'est une honte pour l'Europe et, permettez-moi d'ajouter pour l'Amérique, de laisser perpétuer un semblable état de crime et d'anarchie... Nous vous demandons de provoquer le concours des puissances européennes pour imposer aux sujets de l'empire ottoman cet état de paix publique et d'ordre général dont l'absence a déjà amené dans cet empire tant de désastres et menace de déterminer la catastrophe de sa perdition. » Des hommes de tous les pays, de toutes les professions l'avaient signée. Les signataires français étaient : Paul Adam, Victor Bérard, Georges Berry, Michel Bréal, Aristide Briand, Ferdinand Buisson, Adolphe Carnot, Jules Claretie, Denys Cochin, Alfred Croiset, Duchesne, d'Estournelles de Constant, Georges Gaulis, Ludovic Halévy, Louis Havet, Lemire, Anatole Leroy-Beaulieu, Menard-Dorian, Messimy, Paul Meyer, Octave Mirbeau, Painlevé, Frédéric Passy, Camille Pelletan, Francis de Pressensé, Pierre Quillard, Salomon Reinach, Ernest Reyer, Paul Viollet.

A la demande qu'on faisait dans la lettre, le secrétaire d'Etat Elihu Root répondit négativement : « Les hommes de pensée droite ne peuvent assister à de telles luttes sans désirer pouvoir les prévenir. Je souhaite sincèrement que les Etats-Unis aient ce pouvoir, mais, avec une égale sincérité, je suis convaincu

que les efforts faits par les Etats-Unis, qui nécessairement manqueraient d'une intervention juridique et puissante ne feraient que peu ou rien, et, impliquant un blâme pour les actes et les mobiles d'autres nations, ne produiraient pas grand bien pour les infortunées créatures au bien desquelles ils aspireraient. »

En 1907, les Arméniens résolurent d'exposer leurs droits à la conférence de la Haye. Les colonies d'Amérique, d'Egypte, de Perse et de Bulgarie choisirent des Français pour dire aux membres de la conférence ce que demandait l'Arménie : c'étaient Victor Bérard, Anatole France, Pierre Quillard et Francis de Pressensé. Ils s'acquittèrent avec zèle de la mission qu'on leur avait confiée; et, en outre, Bérard et Quillard laissèrent une lettre qui se terminait ainsi : « Nous avons confiance que nous n'aurons pas fait inutilement valoir auprès de vous les titres juridiques des Arméniens... et de vous avoir exprimé avec quelle profonde douleur, en tant que citoyens de l'une des six grandes puissances européennes, nous nous sentons solidaires et responsables d'un déni de justice aussi longtemps perpétué et aussi préjudiciable à l'honneur et à la paix de l'Europe. »

En 1908, Abd-ul-Hamid était renversé; le régime constitutionnel était établi en Turquie. On sait quelles espérances conçurent les Arméniens et leurs amis; elles ne tardèrent pas à être trompées, et l'Arménie connut encore de cruelles souffrances.

Nous pensons qu'après avoir lu ces quelques notes, on se convaincra que le plus malheureux des peuples compta toujours, en France, des amis solides que ne rebutèrent point des tâches parfois ingrates. Si le gouvernement ne lui témoigna guère, aux heures même où ses intentions étaient les meilleures, qu'une sympathique indifférence, des hommes de tous les partis, de toutes les classes, de tous les métiers, de tous les âges, se firent un honneur de le défendre et de l'encourager. Et ceux de ces hommes qui vivent encore — beaucoup, et des plus ardents à la lutte ont, hélas, disparu — éprouveront une joie sans pareille le jour, prochain sans doute, où ils acclameront l'Arménie libre.

A. Ferdinand HEROLD.

MÉMOIRES ET DOCUMENTS

LETTRES

de Lord Bryce et de Lord Robert Cecil

Publiées dans

le *Morning Post* du 4 Octobre 1918

JUSTICE POUR L'ARMENIE

Services rendus à la cause des Alliés

On nous communique pour publication la correspondance suivante échangée entre Lord Bryce et le Ministre des Affaires Étrangères :

Hindleap, Forest Row, 30 septembre 1918

Mon Cher Balfour,

Boghos Nubar Pacha (le fils du vieux Nubar), qui se trouve à la tête du Conseil National Arménien de Paris, vient de m'envoyer une copie de la communication que ledit Conseil vous a adressée, en exprimant le vœu de me voir appuyer sa requête tendant à ce que le gouvernement de sa Majesté Britannique fasse, si possible, le nécessaire pour effacer l'impression pénible créée par le communiqué concernant la conduite des Arméniens de Bakou. Ces mêmes termes ont aussi grandement affligé les Arméniens d'Angleterre. Je n'ai pas besoin de répéter les arguments contenus dans la lettre de la Délégation Nationale Arménienne, mais je dois faire observer que pendant toute la durée de la guerre le peuple arménien dans son ensemble a agi et souffert de telle sorte qu'il a bien mérité de notre sympathie et de notre considération. Environ 700.000 ou plus d'entre eux ont été massacrés, parce que les Turcs et les Allemands les soupçonnaient d'avoir des sympathies envers les Alliés.

Les Arméniens se sont enrôlés en grand nombre tant en France qu'en Amérique, et beaucoup d'entre eux étaient désireux de servir dans les rangs des troupes, que nous avons eu à

un moment donné l'intention de faire débarquer au Port d'Alexandrette, aux environs duquel se trouvait une grande agglomération arménienne, presque entièrement exterminée à l'heure actuelle. Ils se sont distingués dans les armées françaises par leur valeur exceptionnelle. Durant les premières années de la guerre il se sont montrés les meilleurs combattants de l'armée russe du Caucase et se sont eux qui ont le plus contribué à la prise d'Erzeroum. Quand les Bolchevistes abandonnèrent les provinces du Caucase et que les troupes russes désertèrent, seuls les Arméniens tinrent héroïquement tête, se défendant et défendant leur pays, jusqu'à ce que les forces écrasantes de l'ennemi les obligèrent à accepter la paix à Erivan où ils se trouvaient absolument privés de tous secours. Et je crois qu'à Erivan ainsi qu'à Bakou, ils avaient peu ou point d'artillerie.

Ce serait un grave découragement pour les Arméniens, tant en France qu'en Russie d'Europe, où ils font tout leur possible pour aider la cause des Alliés, si on les laissait supposer que nous stigmatisons l'ensemble de la nation arménienne.

Très sincèrement votre
BRYCE

Ministère des Affaires Etrangères, 3 Octobre 1918

Cher Lord Bryce,

M. Balfour a été très peiné de voir quel sens était attribué au communiqué relatant les événements de Bakou, par Boghos Nubar Pacha, dans la lettre qu'il vient de lui adresser et à laquelle vous faites allusion. Il me prie de vous répondre en son nom. Les Arméniens de Bakou étaient non seulement des débris isolés des troupes arméniennes mais aussi, sans aucun doute, leur tâche avait été rendue impossible dès le début par la désorganisation qui y régnait et qui avait livré aux Turcs le chemin de fer Transcaucasien conduisant aux portes de la ville. Quels qu'aient été les événements survenus à Bakou, la responsabilité ne peut pas en retomber sur la nation arménienne. La Délégation Nationale, nommée par Sa Sainteté le Catholico en 1913 pour obtenir du monde civilisé la Justice qui pour ne lui avoir pas encore été accordée a entraîné de si terribles conséquences, a donnée, sous la Présidence distinguée de son Excellence Boghos Nubar Pacha, de nombreuses preuves de son dévouement à la cause des Alliés, comme étant la cause de tous les peuples qui luttent pour libérer le monde de l'oppression.

Le conseil d'Erivan se jeta dans la brèche ouverte par l'effondrement russe en Asie, et après avoir résisté contre les Turcs au Caucase, depuis le mois de février jusqu'en juin de cette année, il a été enfin obligé par force majeure de suspendre les hostilités. La grande Bretagne et ses alliés se rendent

compte de la cruelle nécessité qui força les Arméniens à prendre ce parti, en attendant le jour peut être pas éloigné, où les victoires des Alliés mettront fin à leurs souffrances imméritées.

D'autre part, les services rendus par les Arméniens à la cause commune, services auxquels vous faites allusion dans votre lettre, ne peuvent assurément pas être oubliés. Je mentionnerai ici quatre points, que les Arméniens peuvent, à mon avis, considérer comme constituant la charte de leur droit à la libération par les soins des Alliés.

1° En automne 1914 les Turcs envoyèrent des émissaires au Congrès National des Arméniens de Turquie, siégeant à Erzeroum, et lui firent la promesse d'accorder l'autonomie à l'Arménie, si les Arméniens s'engageaient à aider activement la Turquie durant la guerre. Les Arméniens répondirent qu'ils feraient individuellement leur devoir comme sujets ottomans, mais qu'en tant que nation ils ne pouvaient pas soutenir la cause de la Turquie et de ses alliés.

2° C'est en partie à cause de ce courageux refus que les Arméniens de Turquie ont été systématiquement massacrés en 1915 par le gouvernement turc. Les deux tiers de la population — plus de 700.000 hommes, femmes, ainsi que des enfants — ont été ainsi exterminés par les méthodes les plus infernales et avec sang-froid.

3° Dès le commencement de la guerre, la moitié de la nation arménienne qui vivait sous la souveraineté russe, a organisé des corps de volontaires qui, sous le commandement d'Andranik, leur chef héroïque, soutinrent le choc de quelques uns des plus lourds combats de la campagne du Caucase.

4° Après l'écroulement de l'armée russe à la fin de l'année dernière, ces mêmes forces arméniennes se chargèrent de la défense du front du Caucase et retardèrent pendant cinq mois l'avance des Turcs, rendant ainsi un service signalé à l'armée britannique de Mésopotamie. Ces opérations de guerre, dans les régions d'Alexandropol et d'Erivan n'avaient, bien entendu, aucun rapport avec les opérations de Bakou.

Je puis ajouter que des soldats arméniens servent, aujourd'hui encore, dans les rangs des forces alliées de Syrie. On les trouve de même dans les rangs aussi bien des armées britanniques et françaises qu'américaines, et ils ont eu leur part de la grande victoire du général Allenby en Palestine.

Dois-je dire après tout cela, que la politique des Alliés envers les Arméniens n'a pas varié ? Si votre lettre et celle de Nubar Pacha demandent une pareille déclaration du gouvernement britannique, je suis prêt à affirmer de nouveau notre détermination de mettre fin aux méfaits dont l'Arménie a souffert, et de rendre leur renouvellement impossible.

Sincèrement votre,

Robert CECIL

FAITS ET INFORMATIONS

EN TURQUIE

La débâcle turque en Palestine

La victoire remportée par le général Allenby en Palestine, s'affirme de plus en plus et va en s'amplifiant.

Le mouvement vers le nord de la cavalerie alliée et des autos blindées parties de la région de Tibériade et de la région de Deraa a continué pendant la journée du 29 septembre. Une forte troupe qui comprenait les éléments composant les garnisons turques de la voie ferrée du Hedjaz, entre Ammâne et Ma'an a capitulé à la gare de Ziza, à 37 kilomètres au sud d'Ammâne. D'après le commandant de cette troupe, elle comptait 10.000 hommes et faisait partie du second corps d'armée de la 4^e armée Turque.

Le 30 septembre, les troupes montées australiennes, opérant dans le voisinage de Coblet-el-Assafir, à 17 milles au sud-est de Damas, ont chargé et capturé une colonne ennemie, faisant 1.500 prisonniers, capturant 2 canons et 40 mitrailleuses. Un aérodrome ennemi et des établissements du chemin de fer de Rayak ont été violemment bombardés par les forces aériennes alliées.

Dans la nuit du 30 septembre, la division montée australienne est entrée à Damas et le lendemain, 1^{er} octobre, à six heures du matin, les soldats britanniques et une partie de l'armée de l'émir Faïçal, fils du roi du Hedjaz Al Hussein ibn Ali, ont fait leur entrée triomphale à Damas, la plus grande ville de la Syrie et l'un des centres les plus florissants de toute la Turquie.

Les Turcs n'ont même pas essayé de défendre la ville et ont laissé entre les mains des troupes britanniques plus de 7.000 prisonniers.

Les jours suivants, la cavalerie australienne a nettoyé le terrain au nord et à l'ouest de Damas, en faisant plus de 15.000 prisonniers, ce qui porte le chiffre total des prisonniers depuis le commencement des opérations, le 18 septembre, à plus de 71.000, sans compter les prisonniers faits par l'armée arabe du roi Hussein, et à 350 le nombre des canons capturés.

En poussant leur avance plus au nord, les troupes montées du général Allenby ont occupé le 6 octobre Zahle et Rayak, situés respectivement à 33 et 30 milles au nord-ouest de Damas, ainsi que Saïda dans la région côtière.

Enfin le 7 octobre à six heures du matin, la division navale française de Syrie est entrée dans le port de Beyrouth, évacué par l'ennemi, saluée par les acclamations de toute la population.

La légion arménienne

Le Temps, du 10 octobre, publie le communiqué suivant :

Parmi les troupes qui, sous le commandement français, prennent une part active à la libération des territoires syriens, se trouve la légion arménienne, encadrée et commandée par des officiers français.

Dans toutes les opérations de ces dernières semaines, ces troupes arméniennes ont fait montre des meilleures qualités militaires et de la plus grande valeur. Le général Allenby, commandant en chef des troupes alliées en Syrie, a tenu à reconnaître cette valeur dans un télégramme qu'il a adressé à M. Boghos-Nubar, président de la Délégation Nationale Arménienne, où il s'exprime dans les termes suivants :

« Je suis fier du fait que vos compatriotes ont pris une part active dans les combats et participé à notre victoire. »

De son côté, le chef des détachements français, sous les ordres duquel ils combattent, a mis en lumière les qualités d'endurance et d'ardeur des soldats arméniens, dont la fidélité à l'Entente ne s'est pas démentie.

Bruits de démission de Talaat Pacha

Genève, le 9 octobre. — On mande de Berne que le Cabinet Talaat Pacha serait démissionnaire et que Tevfik Pacha, ancien ambassadeur de Turquie à Londres, serait nommé grand-vizir. On sait que le fils de Tevfik est le gendre de Mohamed VI. Rechid Pacha, ancien ambassadeur à Vienne, serait nommé ministre des Affaires étrangères. Aucun Jeune-Turc ne ferait partie du nouveau Cabinet.

La nouvelle de cette démission n'est pas encore confirmée officiellement.

La libération des peuples opprimés d'Arménie et de Syrie

La commission sénatoriale des affaires extérieures s'est occupée de la situation créée en Asie-Mineure par les victoires remportées sur ce front. Elle compte que, fidèle à sa politique traditionnelle en Orient, la France prendra, de concert avec ses alliés, les mesures destinées à assurer la libération des peuples opprimés, notamment d'Arménie et de Syrie.

AU CAUCASE

Dévastations et déportations

Communiqué du Bureau d'Information Arménien de Paris :

D'après les informations que nous venons de recevoir d'Enzeli en date du 5 octobre, les Turco-Tatares après la prise de Bakou ont commencé l'exécution de leur programme de dévastation. Les régions arméniennes d'Elisabethpol et de Chouchi qui sont considérées par les Turcs comme faisant partie intégrante du gouvernement d'Azerbaïdjan, ainsi que les régions de Noukha-Aresh, sont saccagées et les populations massacrées. Tous les jeunes gens sont déportés par les Turco-Tatares et envoyés dans l'intérieur du pays pour y subir le sort des Arméniens de Turquie déportés en 1915. La plupart des habitants fuient dans les montagnes pour y organiser la résistance à mort. Les succès anglais de Palestine et la menace sur Constantinople, comme conséquence des événements balkaniques, pourraient amener les Turcs à accélérer l'exécution de leur programme de dévastation et de dépeuplement, si les Arméniens ne sont pas secourus à temps.

Une note russe à la Turquie

Le *Vorwärts* publie le texte de la note russe à la Turquie se terminant comme suit :

« Le gouvernement ottoman a continué pendant six mois, malgré les protestations du gouvernement des soviets, à violer le traité de Brest-Litovsk. Aujourd'hui enfin, il a couronné ses actes en s'emparant de l'une des villes les plus importantes de la République russe, ville qu'il a transformée en ruines effrayantes.

« Le gouvernement ottoman a montré par là que le traité de Brest-Litovsk conclu entre la Turquie et la Russie n'a plus de valeur. Le gouvernement de la République fédérative socialiste russe se voit contraint de constater que par suite des actes du gouvernement ottoman, le traité de Brest-Litovsk, qui devait établir entre la Russie et la Turquie des relations pacifiques, devient nul et non avenu. »

Le Gérant : EMILE BERTRAND

Imp. M. FLINIKOWSKI, 216, Bd Raspail, Paris (14^e)



